

actuel, on constate que ces exportations ne se chiffrent que pour 5,000,000 de livres, d'après l'aveu même de nos adversaires, nous aurions accordé un marché sur lequel on aurait pu exporter et vendre 28,000,000 de livres de viandes, de 1890 à 1896. Que devenaient alors les prédictions du ministre actuel de l'Agriculture qui nous annonçait une diminution dans le commerce d'exportation. Le marché du pays est acquis aux cultivateurs, et c'est ce qui donne à ces derniers la confiance voulue, l'encouragement dont ils avaient besoin pour élever des cochons. Quel a été le résultat de la politique adoptée ? En 1891, nous avons exporté pour 8,000,000 de livres de lard, alors qu'en 1888, cette exportation se chiffrait dans les 55,000,000 de livres. Les viandes canadiennes tenaient la tête du marché dans le monde entier, et cependant nous conservions le marché national. Ce dernier recevait les produits que l'élevage nous donnait, de même qu'on constatait la même augmentation de trafic, dans tous les produits de la ferme.

En 1896, on a présenté à la Chambre des statistiques qui nous permettaient d'espérer, que nos produits de la ferme trouveraient un débouché libre à Londres, Glasgow, Bristol, Liverpool, Dublin. Notre but était de faire connaître ces produits sur les marchés de la Grande-Bretagne aussi avantageusement qu'il nous était possible de le faire. Il s'agissait pour nous d'envoyer ces produits dans le meilleur état possible, afin d'en démontrer l'excellence. Eh bien ! M. l'Orateur, les membres de cette Chambre, n'ont qu'à consulter les rapports du département pour voir qu'on n'a pas accordé un seul dollar à cette fin ; ce qui a empêché l'application du principe, dont les résultats auraient été si avantageux aux cultivateurs du Canada.

Mais quant à ce qui se rapporte à la politique suivie par le gouvernement conservateur, au sujet de l'industrie laitière, politique qui consistait à donner l'entrée libre de ces produits, sur les marchés anglais ; je vais citer un extrait du rapport publié par le département de l'Agriculture des Etats-Unis, en 1895. Ce rapport se trouve dans une circulaire de ce département :

Le département croit que l'industrie laitière aux Etats-Unis s'impose à l'étude immédiate des hommes publics, et qu'on devrait travailler efficacement à l'amélioration de cette industrie en recherchant et en étudiant tout ce qui pourrait servir aux beurriers et aux fromagers. Les résultats obtenus en Canada—

Rappelez-vous que c'était en 1895, c'est-à-dire, un an avant l'arrivée au pouvoir, de ces messieurs :

—dans ce sens, sont des plus intéressants à étudier. Il n'y a pas longtemps, les produits de l'industrie laitière des Etats-Unis faisaient prime sur les marchés étrangers, sur les produits canadiens, et tenaient la tête de la bourse. Le gouvernement canadien, cependant, a organisé tout un système d'instruction pour les beurriers et les fromagers du Dominion ; on a distribué partout en Canada, des circulaires contenant des

instructions voulues pour cette industrie ; on a envoyé partout des hommes d'expérience pour démontrer la supériorité des méthodes prônées, et l'importance d'améliorer le beurre et le fromage de ce pays. Comme résultat de ces efforts persistants et systématiques, le Canada occupe aujourd'hui une position plus enviable sur les marchés étrangers, où ses produits sont cotés à des prix plus élevés qu'antérieurement.

Je ne crois pas, M. l'Orateur, qu'on puisse trouver de meilleurs résultats du travail que nous avons fait. Au reste, le fait est prouvé par lui-même : le département de l'Agriculture a fait plus pour les cultivateurs, sous le régime conservateur que sous le régime actuel.

On nous a dit que les conservateurs n'avaient pas travaillé à obtenir des marchés nouveaux pour les produits canadiens dans la Grande-Bretagne. Je demanderai à l'honorable ministre de l'Agriculture de consulter les rapports des exportations du bétail canadien à la Grande-Bretagne en 1878 ; durant cette année nous avons expédié en Angleterre 7,433 têtes de bétail, représentant une valeur de \$686,700. Le chef actuel de l'opposition et ses collègues ont entrepris alors d'obtenir des conditions plus avantageuses, pour l'entrée sur les marchés de la Grande-Bretagne du bétail canadien. Il a réussi à faire admettre sur ces marchés l'entrée de nos bestiaux, sans embargo, et pour plusieurs années, tellement qu'en 1891, l'exportation du bétail canadien, représentée par 7,333 têtes, s'était élevée à 107,689 têtes, représentant une valeur de \$8,425,396.

Il s'agissait alors de cette fameuse question de l'embargo, et le parti conservateur ne saurait être tenu responsable du fait que cette difficulté n'a pas disparu.

Si je m'en rapporte au dernier rapport signé par le ministre lui-même, je vois qu'il a accompli des merveilles dans la mère patrie ; cependant, si j'étudie la chose sérieusement, je constate qu'il n'a jamais discuté la question de l'exemption des droits sur le bétail venant du Canada.

Nous avons déjà accordé cette différence de droit à l'Angleterre, et si le gouvernement actuel ne voulait pas se montrer sous un aspect aussi humiliant, il pourrait invoquer le fait qu'il a suggéré ce qui suit au gouvernement anglais : faire disparaître l'embargo sur le bétail canadien.

Si le gouvernement actuel eût fait comme le gouvernement précédent, et n'eût pas agi d'une manière mesquine, ils auraient pu dire au gouvernement impérial : mieux vaut pour vous d'enlever cet embargo, qui nuit à l'exportation du bétail canadien.

On a accordé la préférence sans aucune condition. Cependant, le premier ministre prétendait alors que s'il demandait quelque chose à l'Angleterre en retour des concessions qu'il lui faisait, cela serait de nature à engager la Grande-Bretagne à abandonner sa politique de libre-échange pour celle de la protection. Mais tout au contraire, on constate le fait que s'il eût demandé que cet embargo fut levé, il aurait exigé alors de